



vendredi 2 juin 2017

Les grands titres:

- La Conférence mondiale sur les océans s'ouvre lundi à New York sur fond d'urgence climatique
- Changement climatique : l'ONU appelle les Etats à maintenir le cap de l'Accord de Paris
- Après le départ de l'ONUCI, la Côte d'Ivoire doit s'assurer que sa population bénéficie des dividendes de la paix, selon l'envoyée de l'ONU
- La Côte d'Ivoire, la Guinée équatoriale, le Koweït, les Pays-Bas, la Pologne et le Pérou entrent au Conseil de sécurité
- Corée du Nord : le Conseil de sécurité impose des sanctions à 18 responsables ou entités
- Le Conseil de sécurité condamne une attaque contre des soldats de la paix de la MINUAD au Darfour
- L'ONU appelle à financer l'aide alimentaire pour des dizaines de milliers de réfugiés sahraouis en Algérie
- Somalie : la FAO traite des millions de têtes de bétail contre les maladies
- Le HCR choqué par le décès de 44 migrants et réfugiés dans le désert du Sahara

La Conférence mondiale sur les océans s'ouvre lundi à New York sur fond d'urgence climatique



Un pêcheur à Timor Leste jette son filet dans l'eau pour attraper de petits poissons. Photo: ONU / Martine Perret

2 juin - Le réchauffement des océans, l'épuisement de la vie marine et la pollution plastique seront à l'ordre du jour de la Conférence mondiale sur les océans qui s'ouvre lundi au siège des Nations Unies à New York et qui appellera à des mesures urgentes pour améliorer la santé des océans tout en créant des emplois et réduisant la pauvreté.

« Les activités humaines ont des effets majeurs sur les océans, ce qui affecte tout, de la viabilité des habitats marins à la qualité et à la température de l'eau, en passant par la santé de la vie marine et l'existence des fruits de mer », ont déclaré les organisateurs de cette conférence qui durera du 5 au 9 juin.

Cette toute première conférence sur les océans mettra l'accent sur les objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui a été adopté par tous les gouvernements en 2015, et en particulier sur l'Objectif de développement durable 14, qui souligne la nécessité de préserver et d'utiliser de manière durable les océans, les mers, et les ressources marines pour le bénéfice des générations présentes et futures.



« La détérioration des océans a des implications plus larges car elle affecte l'éradication de la pauvreté, la croissance économique, les moyens d'existence durables et l'emploi, la sécurité alimentaire mondiale, la santé humaine et la régulation du climat », ont déclaré les organisateurs.

Des milliers de personnes sont attendues, y compris des chefs d'État et de gouvernement, des représentants de la société civile, des dirigeants d'entreprise, ainsi que des défenseurs de la vie marine et océanique.

Les petits États insulaires en développement, en particulier les îles du Pacifique, et les États côtiers africains, sont les plus affectés par le changement climatique et leurs économies sont particulièrement vulnérables aux changements qui affectent les océans et la vie marine.

L'actuel Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Peter Thomson, s'est dit « très confiant » sur la volonté d'agir pour aider les océans et la vie marine. M. Thomson, qui est originaire de Fidji, co-organise la Conférence avec la Suède. Selon lui, les gens sont « égoïstes » concernant l'avenir de leurs enfants et petits-enfants mais sont maintenant davantage conscients de la nécessité d'utiliser durablement les ressources naturelles.

L'objectif de la Conférence sur les océans est d'aboutir notamment à un appel politique à l'action.

Le Secrétaire général de la Conférence, Wu Hongbo, a déclaré que les États membres se sont déjà mis d'accord sur le texte final de la conférence, qui comprendra 22 actions spécifiques à entreprendre.

Il a noté que les mesures prises par la communauté internationale dans le domaine du changement climatique sont imparables et nécessitent un soutien global : « Si vous déposez une bouteille en plastique n'importe où près de votre mer, cela peut se retrouver dans d'autres endroits. Toutes ces mers et océans sont connectés. Les actions régionales ou individuelles semblent très faibles. Nous avons besoin de solutions globales à ce défi mondial ».

À la veille de la conférence, la ville de New York sera l'hôte dimanche du Festival mondial des océans avec une grande « marche des océans » à laquelle participeront des dizaines de bateaux navigant sur l'Hudson et l'East River. Le deuxième principal événement sera le Village des océans, au Gentry State Park à Long Island City, qui célébrera l'art et l'innovation en matière d'action océanique et climatique.

Changement climatique : l'ONU appelle les Etats à maintenir le cap de l'Accord de Paris



Photo de famille à l'extérieur de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Marrakech, en novembre 2016. Photo CCNUCC

2 juin - Suite à l'annonce des Etats-Unis de se retirer de l'Accord de Paris sur le climat, la famille des Nations Unies a réaffirmé vendredi son engagement à mener les efforts face au défi « indéniable » que représente le changement climatique.

Le changement climatique « est l'une des plus grandes menaces pour notre monde actuel et pour l'avenir de notre planète », a déclaré vendredi le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, lors d'un point de presse à Saint-Pétersbourg où il participait au Forum économique international.

Soulignant que l'action climatique est « imparable », le Secrétaire général a exhorté tous les gouvernements du monde entier « à maintenir le cap » et à rester déterminés à mettre en œuvre l'Accord de Paris.

Pour le chef de l'ONU, la transition vers une économie verte n'est pas qu'une nécessité. « Ce n'est pas seulement ce qu'il faut faire, c'est la chose intelligente à faire, et ceux qui feront le pari de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, sur l'économie verte, seront ceux qui joueront un rôle de premier plan dans l'économie du 21^{ème} siècle », a-t-il souligné.

Regrettant la décision de Washington et prenant acte de l'intention des États-Unis de renégocier les modalités de leur participation à l'Accord de Paris, le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) s'est dit prêt à engager un dialogue avec le gouvernement américain quant aux implications de cette annonce.

« L'Accord de Paris demeure un traité historique, signé par 194 pays et ratifié par 147 pays », a rappelé le CCNUCC dans un communiqué publié jeudi. « Par conséquent, l'Accord ne peut pas être renégocié à la demande d'une seule des Parties ».

Pour le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Erik Solheim, la décision des États-Unis de se retirer de l'Accord de Paris « ne permet en aucun cas de mettre fin à cet effort imparable ».

« La science relative au changement climatique est parfaitement claire : nous avons besoin de plus d'actions, pas moins », a-t-il déclaré dans un communiqué diffusé jeudi soir.

Face au défi mondial que représente le changement climatique, chaque nation a la responsabilité d'agir « et d'agir maintenant », a déclaré M. Solheim. « La Chine, l'Inde, l'Union européenne et d'autres États ou groupe d'États ont déjà fait preuve d'un leadership fort. 190 nations manifestent une forte détermination à travailler ensemble pour protéger cette génération et les générations futures », a-t-il rappelé.

« Une décision politique unique ne détruit pas cet effort inégalé »

Les principaux responsables onusiens se sont toutefois dits confiants concernant le positionnement des autres acteurs de la société américaine vis-à-vis de l'Accord de Paris et des efforts entrepris face au changement climatique.

« Je suis profondément convaincu que les États, les villes, le monde des affaires, la société civile, resteront toujours engagés, parieront sur l'économie verte », a déclaré M. Guterres, « car l'économie verte est la bonne économie, c'est l'économie de l'avenir ».

Pour la CCNUCC, l'Accord de Paris jouit « d'une grande crédibilité » de par le soutien croissant d'entreprises, d'investisseurs, de villes, d'États, de régions et de citoyens.

Le PNUE invite toutes les parties prenantes à redoubler d'efforts. « Les États, les villes, le secteur privé et les citoyens ont déjà démontré une dynamique incroyable en ce qui concerne l'action climatique », a souligné M. Solheim. « Une décision politique unique ne détruit pas cet effort inégalé », a-t-il rappelé, soulignant l'engagement de son agence à travailler « avec toutes les personnes prêtes à faire une différence ».

Lors d'un point de presse vendredi à Genève, le porte-parole du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Jonathan Lynn, a rappelé que la mise en œuvre des engagements sur le climat de l'Accord de Paris dépend aussi des municipalités et du secteur privé américains.

« Nous avons plus que jamais besoin de la science pour informer les décideurs politiques »

Après l'annonce faite par le Président Trump, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) ont déclaré vendredi ne pas encore disposer de toutes les données permettant de mesurer l'impact du retrait des États-Unis de l'Accord de Paris.

Dans tous les cas, le retrait américain pourrait prendre au moins trois ans ont souligné les deux organisations. Une façon pour l'OMM et le GIEC de rappeler que « l'Accord de Paris va continuer » et qu'on ne peut « pas arrêter » la lutte contre le réchauffement climatique.

Lors d'un point de presse à Genève, le porte-parole du GIEC a insisté sur le rôle joué par les scientifiques dans le travail de sensibilisation sur la question du changement climatique. « Nous avons plus que jamais besoin de la science pour informer les décideurs politiques », a déclaré M. Lynn.

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a pour sa part noté que, selon certaines études et projections d'experts, le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris pourrait entraîner une hausse supplémentaire du réchauffement climatique de 0,3 degré Celsius à l'horizon 2100.

Après le départ de l'ONUCI, la Côte d'Ivoire doit s'assurer que sa population bénéficie des dividendes de la paix, selon l'envoyée de l'ONU



La Représentante spéciale pour la Côte d'Ivoire Aïchatou Mindaoudou devant le Conseil de sécurité en février 2017. Photo ONU/Eskinder Debebe

2 juin - A l'approche de la clôture effective de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), la Représentante spéciale du Secrétaire général dans le pays, Aïchatou Mindaoudou, a salué vendredi devant le Conseil de sécurité « un jour historique » dans les relations entre cet Etat d'Afrique de l'ouest et le Conseil.

La Représentante spéciale a félicité Abidjan pour son élection plus tôt dans la journée comme membre non permanent du Conseil de sécurité. Le mandat de la Côte d'Ivoire au Conseil doit commencer en janvier 2018 pour une durée de deux ans.

Depuis son dernier rapport au Conseil comme Chef de l'ONUCI, Mme Mindaoudou a rappelé qu'un nouveau gouvernement avait été mis en place en Côte d'Ivoire, suite aux élections législatives de décembre 2016. Elle a précisé que la mise en place du Sénat était en cours et que, pour la première fois dans l'histoire du pays, les trois principaux partis politiques de Côte d'Ivoire, à savoir le Rassemblement des républicains (RDR), le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et le Front populaire ivoirien (FPI), avaient présenté des candidats.

La discipline au sein des forces armées doit être améliorée

L'envoyée de l'ONU a souligné que, dans son dernier rapport, elle avait jugé la situation sécuritaire du pays stable, malgré les mouvements d'une catégorie de soldats survenus en janvier et février 2017. Elle a indiqué que, depuis lors, des mouvements similaires s'étaient produits, les 12 et 14 mai, lorsqu'une faction de l'armée basée à Bouaké, composée majoritairement d'ex-membres des Forces nouvelles, avait réclamé des paiements pour sa participation à la résolution de la crise post-électorale de 2010-2011.

La Représentante spéciale a souligné que ces perturbations s'étaient étendues à plusieurs régions du pays, entraînant notamment la mort d'une personne et faisant plus de 20 blessés. Les 22 et 23 mai, a-t-elle ajouté, des ex-combattants démobilisés des Forces nouvelles, considérés auparavant comme « associés » dans l'armée, ont érigé des barricades et manifesté à Bouaké et dans d'autres régions du pays. Elle a précisé que trois ex-combattants avaient été tués à cette occasion lors de confrontations avec la police.

Ces mouvements ont paralysé les activités économiques du pays, a regretté Mme Mindaoudou, estimant que, s'ils ne menaçaient pas la stabilité du pays, ces événements représentaient malgré tout une menace pour la population civile. Elle a estimé que ces évolutions étaient représentatives des défis qui attendaient le pays, à moins d'un mois du retrait de l'ONUCI prévu le 30 juin 2017.

« Il est urgent que le gouvernement, avec l'accompagnement de ses partenaires améliore la discipline au sein des forces armées et mette en œuvre les réformes prévues par la loi de programmation militaire 2016-2020 », a souligné la Représentante spéciale qui juge également impératif d'assurer une pleine intégration des ex-combattants dans la société.

« Ces incidents mettent en exergue d'une part, les risques qu'entraînent l'impunité au sein des forces armées et d'autre part, l'impérieuse nécessité de mettre un terme à l'impunité quant aux violations des droits de l'homme commises lors de la crise postélectorale par les deux parties en conflit et le besoin d'une justice impartiale », a-t-elle dit.

Des progrès notables enregistrés sur tous les chapitres

La chef de l'ONUCI estime toutefois que les derniers événements en Côte d'Ivoire ne doivent pas faire perdre de vue les acquis enregistrés après plus de 14 ans de maintien de la paix avec l'appui régional et international.

« En avril 2004, au moment du déploiement de l'ONUCI, la Côte d'Ivoire était un pays divisé en deux, le long d'une zone de confiance sécurisée par les forces onusiennes et les forces françaises. Les violations du cessez-le-feu ainsi que de graves violations des droits l'homme étaient récurrentes », a rappelé Mme Mindaoudou.

« Depuis la fin de la crise post-électorale qui a ébranlé la Côte d'Ivoire, il y a de cela six ans, des progrès notables ont été enregistrés sur tous les chapitres », citant l'amélioration de l'environnement politique – « même si beaucoup reste encore à faire particulièrement dans le domaine de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale », les progrès enregistrés en matière de droits de l'homme et de justice transitionnelle – « quoique de manière inégale et timide » et la poursuite de la croissance économique.

La Représentante spéciale a toutefois souligné que des mesures doivent encore être prises pour assurer un partage équitable des ressources « afin que toutes les couches sociales bénéficient des dividendes de la paix ».

Si la situation sécuritaire s'est largement améliorée, Mme Mindaoudou toutefois souligné que des efforts restent encore à faire pour mettre en place des forces de sécurité responsables bénéficiant de la confiance des populations.

Mme Mindaoudou a par ailleurs affirmé que tout était en ordre pour assurer la clôture de l'ONUCI, le 30 juin 2017, sachant qu'il reste seulement une équipe réduite de huit civils et que tout le personnel en uniforme de la Mission a été rapatrié.

La Côte d'Ivoire, la Guinée équatoriale, le Koweït, les Pays-Bas, la Pologne et le Pérou entrent au Conseil de sécurité



La salle de l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Amanda Voisard

2 juin - L'Assemblée générale a élu vendredi la Côte d'Ivoire, la Guinée Équatoriale, le Koweït, les Pays-Bas, la Pologne et le Pérou comme membres non-permanents du Conseil de sécurité pour un mandat de deux ans qui commencera le 1er janvier 2018.

À l'issue de la première élection pour choisir le représentant des États d'Europe occidentale et autres États, les Pays-Bas, seul candidat, ont raflé 184 voix alors que la majorité des deux-tiers requise était de 123. Ils prendront le siège auparavant occupé par l'Italie depuis janvier 2017 pour le reste de la période allant du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018.

Rome et La Haye ont convenu l'année dernière de partager cette période de deux ans qui revient donc aux Pays-Bas pour l'année 2018. Mais le représentant de l'Égypte a averti que « cette entente spéciale entre l'Italie et les Pays-Bas ne devrait pas constituer un précédent pour l'élection des membres non-permanents du Conseil de sécurité ».

L'Assemblée générale a ensuite élu les cinq autres membres du Conseil de sécurité au cours d'un scrutin unique. La Côte d'Ivoire, le Koweït et la Guinée Équatoriale entreront au Conseil de sécurité à partir du 1er janvier 2018 pour un mandat de deux ans après avoir recueilli respectivement 189, 188 et 185 voix alors que la majorité des deux-tiers requise pour être élu est de 128.

Ces trois pays représenteront le groupe des États d'Afrique et de l'Asie et du Pacifique. Bien qu'ils n'étaient pas candidats, la Guinée et le Maroc ont tout de même obtenu une voix chacun. Les trois pays élus succéderont à l'Égypte, au Japon et au Sénégal au Conseil de sécurité.

Pour le compte du groupe des États d'Europe de l'est, l'Assemblée générale a élu la Pologne, seule candidate, avec 190 voix alors que la majorité requise était de 128. La Pologne siègera à la place de l'Ukraine à compter du 1er janvier 2018, et ce pour un mandat de deux ans.

Enfin, le groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes sera représenté au Conseil de sécurité par le Pérou qui, à l'issue du scrutin, a obtenu 186 voix dépassant ainsi la majorité requise des deux-tiers de 125. L'Argentine qui n'était pas candidate, a obtenu une voix.

Les 10 sièges non permanents du Conseil de sécurité sont renouvelés par moitié tous les ans et sont répartis comme suit: cinq sièges pour le Groupe des États d'Afrique et d'Asie-Pacifique, deux pour le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, deux pour le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, et un pour le Groupe des États d'Europe orientale.

En dehors des cinq membres permanents du Conseil que sont la Chine, les États-Unis, la Russie, la France et le Royaume-Uni, et des six pays qui viennent d'être élus ce matin, le Conseil de sécurité sera également composé en 2018 de la Bolivie, de l'Éthiopie, du Kazakhstan et de la Suède.

Corée du Nord : le Conseil de sécurité impose des sanctions à 18 responsables ou entités



Plan large de la réunion ministérielle du Conseil de sécurité consacré aux programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Photo: ONU / Eskinder Debebe (archive)

2 juin - Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté vendredi à l'unanimité une résolution imposant des sanctions à l'encontre de 18 responsables ou entités de Corée du Nord, après les récents tirs de missiles balistiques effectués par ce pays.

Dans cette résolution, les membres du Conseil se disent vivement préoccupés de constater que la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a continué de violer les résolutions pertinentes du Conseil en effectuant des essais et des tirs répétés de missiles balistiques. Ils constatent également que toutes ces activités liées aux missiles balistiques concourent à la mise au point par la RPDC « de vecteurs d'armes nucléaires et exacerbent la tension dans la région et au-delà ».

Le Conseil de sécurité condamne dans les termes les plus énergiques les activités de développement d'armes nucléaires et de missiles balistiques, y compris la série de lancements de missiles balistiques et d'autres activités, menées par la RPDC depuis le 9 septembre 2016, au mépris flagrant de ses résolutions.

Il réaffirme ses décisions, selon lesquelles la RPDC : doit abandonner toutes armes nucléaires et tous programmes nucléaires existants de façon complète, vérifiable et irréversible, et cesser immédiatement toutes les activités qui y sont liées; ne procédera à aucun nouveau tir recourant à la technologie des missiles balistiques ou essai nucléaire et s'abstiendra de toute autre provocation; doit suspendre toutes activités liées à son programme de missiles balistiques et rétablir dans ce contexte les engagements qu'elle a précédemment souscrits en faveur d'un moratoire sur les tirs de missiles; doit abandonner tous autres programmes existants d'armes de destruction massive et de missiles balistiques, de façon complète, vérifiable et irréversible.

S'agissant des sanctions déjà imposées à la Corée du Nord, le Conseil de sécurité décide que ces sanctions s'appliquent à 18 individus ou entités qui sont cités dans deux annexes au texte de la résolution. Quatorze individus sont visés par une interdiction de voyager ou un gel des avoirs et quatre entités sont visées par un gel des avoirs.

Les membres du Conseil réaffirment qu'il importe de maintenir la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne et dans l'ensemble de l'Asie du Nord-Est, expriment leur attachement à un règlement pacifique, diplomatique et politique de la situation.

Le Conseil de sécurité condamne une attaque contre des soldats de la paix de la MINUAD au Darfour



Casques bleus de l'Opération de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour (MINUAD). Photo MINUAD/Albert Gonzalez

2 juin - Les membres du Conseil de sécurité ont condamné dans les termes les plus forts une attaque contre des soldats de la paix de l'Opération de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour (MINUAD) par un groupe non identifié lors d'un braquage de véhicules à Nyala, dans l'État du Darfour Sud, le 31 mai 2017.

Un Casque bleu nigérian a été tué lors de cette attaque.

Dans une déclaration à la presse publiée jeudi soir, les membres du Conseil de sécurité ont exprimé leur profonde sympathie et leurs condoléances à la famille de la victime, ainsi qu'à la population et au gouvernement du Nigéria et à la MINUAD.

Le Conseil de sécurité a demandé au gouvernement soudanais de mener rapidement une enquête sur cette attaque et de traduire les auteurs en justice.

Les membres du Conseil ont souligné que les attaques visant les forces de maintien de la paix peuvent constituer des crimes de guerre en vertu du droit international.

Ils ont réitéré leur plein appui à la MINUAD et ont invité toutes les parties au Darfour à coopérer pleinement avec la mission.

L'ONU appelle à financer l'aide alimentaire pour des dizaines de milliers de réfugiés sahraouis en Algérie



réfugiés sahraouis dans le camp de réfugiés de Smara à l'extérieur de Tindouf, en Algérie. Photo ONU / Evan Schneider

2 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, s'est déclaré vendredi profondément préoccupé par le sort de dizaines de milliers de réfugiés sahraouis en Algérie, qui verront leurs rations alimentaires réduites en raison du manque de financement.

« L'aide humanitaire, y compris l'aide alimentaire, est une bouée de sauvetage pour ces réfugiés du Sahara occidental. Une récente évaluation a souligné la situation précaire en termes de nutrition dans les camps de réfugiés sahraouis et l'accès limité des réfugiés aux marchés ou aux moyens de subsistance », a dit le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

Le manque de financement a obligé le Programme alimentaire mondial (PAM) à réduire les rations alimentaires de près d'un cinquième cette année et d'arrêter la distribution de suppléments nutritionnels pour traiter l'anémie et la malnutrition chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les jeunes enfants.

« Les rations alimentaires seront encore réduites de moitié en juin, ce qui pourrait avoir un impact important sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des réfugiés », a dit le porte-parole.

Le chef de l'ONU a appelé les bailleurs de fonds à accroître de manière urgente leur assistance pour cette population souvent négligée et vulnérable.

Le PAM a besoin de 7,9 millions de dollars pour continuer à fournir une aide alimentaire cruciale au cours des six prochains mois.

Somalie : la FAO traite des millions de têtes de bétail contre les maladies



Un garçon redirige un chameau au marché de bétail d'Hargeisa en Somalie - une installation construite par la FAO avec un financement du Royaume-Uni. Photo: FAO / Frank Nyakairu

2 juin - Dans le cadre d'une campagne de grande ampleur, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a traité jusqu'à présent plus de 12 millions de têtes de bétail en moins de trois mois, contribuant ainsi à protéger les moyens d'existence de centaines de milliers de familles dépendant de la viande et du lait de ce bétail pour leur survie.

D'ici à la mi-juillet, la FAO aura traité 22 millions d'animaux, une initiative qui devrait profiter à plus 3 millions de personnes, a précisé l'agence onusienne dans un communiqué de presse.

« Sauver des animaux sauve des vies humaines et des moyens d'existence. Lorsque les animaux sont affaiblis par la sécheresse, ils ne produisent plus de lait ou meurent, ce qui signifie que les populations seront confrontées à la faim et que les familles seront obligées de se débrouiller par elles-mêmes », a déclaré le Représentant de la FAO en Somalie, Richard Trenchard.

En Somalie, près de 3,2 millions de personnes risquent de connaître des souffrances liées à la faim. La majorité d'entre elles vivent dans des zones rurales et le bétail, notamment les chèvres, les chameaux, les moutons ou encore les bœufs, représente leur principal source de nourriture et de revenus.

« Ce que nous n'arrêtons pas d'entendre de la bouche des personnes dans les camps de déplacés internes c'est que, lorsqu'ils ont perdu leurs animaux, tout s'est effondré. Le chemin pour se relever est long et ardu. Nous avons renforcé notre intervention afin d'atteindre les familles avant que cela n'arrive », a indiqué M. Trenchard. « Les moyens d'existence représentaient leurs meilleures défenses contre la famine ».

La FAO a déployé 150 équipes de vétérinaires à travers la Somalie afin de traiter des chèvres et des moutons, ainsi que des bœufs et des chameaux, soit jusqu'à 270.000 animaux par jour. Les équipes sont composées de vétérinaires professionnels somaliens.

Le bétail sévèrement affecté par le manque de nourriture et d'eau est plus sensible aux maladies et aux parasites mais est trop faible pour supporter une vaccination. Dans le cadre d'un programme d'intervention intégré visant à améliorer les conditions du bétail, les animaux ont été traités avec des boosters multivitaminés, des médicaments qui vont tuer les parasites internes et externes, un vermifuge et d'autres traitements destinés à lutter contre les infections respiratoires.

Les soins simples et rentables fournis par les équipes de vétérinaires de la FAO aident à renforcer la capacité des animaux à faire face aux chocs et à rester en vie et productifs.

A travers son Plan d'intervention pour prévenir la famine et faire face à la sécheresse, la FAO apporte son aide en vue d'empêcher une famine en Somalie. En plus des traitements dédiés au bétail, il s'agit de donner aux familles rurales de l'argent pour leurs dépenses alimentaires, d'aider les communautés à reconstruire les infrastructures agricoles et de donner aux agriculteurs des bons pour se procurer des semences locales et emprunter des tracteurs qui leur permettront de réduire leur charge de travail.

Le HCR choqué par le décès de 44 migrants et réfugiés dans le désert du Sahara



Un jeune homme attend dans un centre de transit de l'OIM à Agadez, au Niger (archives). Photo OIM 2016/Amanda Nero

2 juin - L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est déclarée vendredi consternée par les informations faisant état du décès de 44 migrants et de réfugiés dans le désert du Sahara cette semaine, y compris des femmes et des enfants.

Les récits de survivants suggèrent qu'un groupe de 50 personnes se dirigeait vers la Libye lorsque leur camion est tombé en panne entre les villes d'Agadez et de Dirkou dans le désert, au nord du Niger, les exposant à la chaleur extrême et au manque d'eau potable. Seulement six personnes ont pu être sauvées.

« Il est tout à fait clair que les trafiquants d'êtres humains feront tout pour exploiter des réfugiés et des migrants désespérés », a dénoncé le HCR dans un communiqué de presse.

Au Niger, le HCR a récemment ouvert un bureau à Agadez près des voies de transit, visant à fournir aux réfugiés un accès rapide à l'asile. L'agence onusienne travaille également avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour avertir les gens des périls des voyages dans le désert et en mer. Depuis janvier 2017, environ 17.000 migrants et réfugiés sont entrés en Libye en provenance du Niger.

Le HCR a intensifié également sa présence et ses programmes en Libye en réponse à l'aggravation de la crise humanitaire résultant du conflit, de l'insécurité, de l'instabilité politique et de l'effondrement de l'économie dans ce pays. Beaucoup de réfugiés et de migrants se retrouvent en détention ou sont exploités par des trafiquants d'êtres humains. Des milliers de personnes sont mortes en essayant de traverser la Méditerranée centrale vers l'Italie en passant par la Libye.

Le HCR a besoin de 75,5 millions de dollars pour répondre aux besoins humanitaires et de protection accrus des personnes en Libye y compris les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les communautés d'accueil, ainsi que les réfugiés et les demandeurs d'asile. Des ressources supplémentaires sont également requises au Niger, au Burkina Faso, au Mali et au Tchad pour aider à prévenir et à répondre aux risques associés à ces déplacements mortels.

« Après cette toute dernière tragédie dans le désert du Sahara, nous réitérons notre appel à des alternatives crédibles à ces périple dangereux pour les personnes ayant besoin d'une protection internationale, y compris des voies accessibles et sûres pour rejoindre l'Europe - comme le regroupement familial, la réinstallation et le parrainage d'entreprises privées », a dit le HCR. L'agence poursuit également ses efforts pour élargir les possibilités de réinstallation des réfugiés afin de sauver des vies.